

Aspirations politiques françaises en Hongrie après la première guerre (1918-1920)

MIKLÓS NAGY*



French Political Aspirations in Hungary after the First World War (1918-1920). *In commemoration of the centenary of the First World War, we intend to analyse the aspirations of France in the interest of the destruction of the Austro-Hungarian Monarchy. The present essay examines the French politics to encourage their Romanian, Serbian and Czechoslovakian „Little Entente allies” to occupy a great part of the Hungarian national territory and to establish their own nation state.*

First of all we analyse the situation of the minority in the Dual Monarchy and the history of the French military presence in East Central Europe. Furthermore, we highlight the circumstances of the French military occupation in the South-East of Hungary. Finally, we intend to explain the role of the French army in the preparation of a military offensive against the Hungarian Soviet Republic and its part to prevent the conflicts between the Romanian-Serbian allies.

Keywords: France, military occupation, Hungarian Soviet Republic, „Little-Entente allies”.

Introduction

Dans le cadre de la commémoration du centenaire de la première guerre mondiale, nous avons l'intention de présenter les aspirations de la France visant la destruction de la Monarchie d'Autriche-Hongrie ainsi que sa politique menée pour favoriser ses petites-alliées serbes, roumaines et tchécoslovaques et leur permettre d'occuper une large partie du territoire national hongrois aux fins de constituer leurs nouveaux États indépendants. Pour mieux comprendre les intentions politiques françaises en Hongrie en automne 1918, nous allons partir de la situation des nationalités de la Monarchie et de l'histoire de la présence militaire française dans cette région. Nous allons développer ensuite les raisons de l'occupation française du sud-est de la Hongrie, le rôle joué par l'armée française dans la préparation des projets d'intervention contre le

* Université de Szeged, Faculté de Pédagogie, Institut d'Études Sociales et de Politique de Minorité, maître de conférences (PhD)

régime bolchevique hongrois, ainsi que l'intérêt de la politique française porté à l'assurance de l'acceptation des conditions sévères du traité de paix à signer avec la Hongrie.

La situation des nationalités dans la Monarchie dualiste

La Monarchie austro-hongroise fut constituée en 1867 de deux États indépendants, unis par la personne du monarque et les ministères communs des Affaires étrangères, de la Guerre et des Finances, cette organisation assurant l'autonomie législative et l'indépendance de la Hongrie. Le Parlement hongrois comprenait une Chambre des magnats (chambre haute) et une Chambre des députés (chambre basse) élue au suffrage censitaire pour 3 ans, le gouvernement de Budapest nommé par l'empereur d'Autriche/roi de Hongrie était responsable devant lui.

Le Compromis de 1867 naquit de l'entente des deux nations les plus puissantes de l'Empire sans la participation des représentants de nombreuses nationalités. La situation des nationalités qui représentaient près de la moitié de la population de la Hongrie avant 1914 fut déterminée légalement à partir de 1868. Les 10 millions de Magyars représentaient 54,4% des habitants de la Monarchie. Le Compromis hungaro-croate de 1868 accordait une autonomie limitée au Royaume de Croatie-Slavonie en tant que pays associé à la Hongrie.

La loi sur les minorités et sur l'enseignement fut conçue par Ferenc Deák et József Eötvös et adoptée en 1868. La langue d'État était le hongrois, les nationalités – Roumains (14%), Allemands (9,8%), Slovaques (9,4%), Croates et Serbes (8,8%), Ruthènes (2,3%), diverses (2,3%) en 1910 – avaient le droit d'utiliser leur langue dans l'administration locale et dans l'enseignement primaire et secondaire.¹ L'origine des conflits linguistiques et culturels résidait dans la conception de l'État hongrois un et indivisible. La loi ne reconnaissait pas le droit collectif des nationalités à l'autonomie culturelle et administrative.² La Loi de 1868 sur les nationalités définissait la Hongrie comme un „État national unitaire” et ses habitants comme „membres de la nation politique unitaire hongroise”. La classe politique dirigeante hongroise refusait d'accorder aux nationalités les droits élargis, elles ne disposaient que des droits individuels et culturels dans le cadre d'un État politique unitaire qui essayait de les assimiler au sein d'un État multinational.³ Les représentants des nationalités organisèrent en 1895 un congrès à Budapest pour réclamer leur autonomie politique et territoriale; elle fut refusée par les dirigeants hongrois, ce qui accrut l'antagonisme entre les élites politiques.⁴ La conception de l'État-

¹ Cf. PRIGENT 2000, 9.

² Cf. MOLNAR 2004, 295.

³ Cf. PRIGENT 2000, 9.

⁴ Cf. ROMSICS 2015, 371

nation unitaire correspondait d'ailleurs à la conception étatique de la Troisième République française de l'époque.

Au déclenchement de la première guerre mondiale le chef du gouvernement, István Tisza, engagea la Hongrie dans le conflit mondial aux côtés des Empires centraux. Les puissances de l'Entente exploitèrent les antagonismes ethniques exacerbés par les épreuves de la guerre, et les représentants des nationalités à l'étranger menèrent un travail de lobbying dans les pays de l'Entente afin obtenir la sympathie pour leur cause. Ils réussirent à convaincre les dirigeants des pays de l'Entente de la nécessité de la disparition de la Monarchie pour permettre la création de leurs États nationaux indépendants.

Selon certains historiens, comme Miklós Molnár, la transformation fédérative de la Monarchie, solution viable jusqu'en 1918, aurait pu éviter sa désintégration. D'ailleurs, la tendance à la fédéralisation se renforçait depuis la fin du XIXe siècle sous l'impulsion du mouvement ouvrier social-démocrate.⁵ Mais la classe politique hongroise refusait tout projet de fédéralisme qui aurait mis les Slaves de la Monarchie à égalité avec les Hongrois. Ils craignaient tout ce qui aurait mis en question la suprématie de Magyars au sein de la double Monarchie. Ils avaient peur que la fédéralisation entraîne la désintégration de la Hongrie historique, avec comme conséquences la séparation de la Croatie, la perte de la Haute Hongrie transformée en État fédéral slave, l'annexion de la Transylvanie par la Roumanie sans parler des revendications territoriales des Serbes.⁶ L'Entente avait promis à la Serbie en août 1915 la partie sud-ouest de la Hongrie. Le traité de Bucarest de 1916 reconnut le droit de la Roumanie à l'annexion de la Transylvanie et d'une grande partie du Banat, de la Bukovine et de la Grande Plaine hongroise.⁷

L'objectif de destruction de la double Monarchie fut propagé surtout par les chefs de file de l'émigration tchèque, Tomas Masaryk et Edouard Benes. Ils réussirent à gagner la sympathie de Stéphane Pichon et de Philippe Berthelot, ministre et secrétaire général aux Affaires Étrangères.⁸ Le congrès des nationalités d'Autriche-Hongrie de 8 avril 1918 réuni à Rome affirma la volonté de leur indépendance. Fin mai, le Conseil militaire de l'Entente inclut officiellement parmi les buts de guerre la création de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de l'État slave du Sud ; donc la destruction de la double Monarchie. La reconnaissance de l'autodétermination des Roumains de Transylvanie fut le dernier élément de la désintégration. En sus de l'activité des chefs des immigrés, la défaite militaire contribua définitivement à l'éclatement de la Monarchie. Après la défaite militaire de l'Autriche-Hongrie survenue en automne 1918, la révolution démocratique d'octobre 1918 instaura une République dirigée par Mihály Károlyi qui espérait l'appui des puissances de

⁵ Cf. FEJTO 1988, 371.

⁶ Cf. MOLNAR 2004, 324-325.

⁷ Cf. ROMSICS 2015, 372.

⁸ Cf. MOLNÁR 2004, 318-319.

l'Entente victorieuse et revendiqua le droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes. Les comités nationaux de ces nationalités proclamèrent plutôt leur séparation avec la Hongrie. L'État tchécoslovaque indépendant fut déclaré le 28 octobre, et deux jours après, le Conseil National des Slovaques se prononça pour le droit à l'autodétermination et pour son État. Le 29 octobre la Diète de Zagreb annonça la volonté de rejoindre le futur État des Slovènes, Serbes et Croates. Le 30 octobre le Conseil National des Roumains de la Hongrie et de la Transylvanie réclama l'autodétermination des Roumains de Transylvanie.⁹ Les puissances de l'Entente s'engagèrent à soutenir les revendications territoriales des Conseils Nationaux des Tchèques, des Slovaques, des Serbes et des Roumains. Les petites alliées de l'Entente profitèrent des clauses de l'armistice de Padoue et de la convention militaire de Belgrade pour occuper des territoires majoritairement hongrois. Une des raisons qui hâta la signature de l'armistice de Padoue le 3 novembre était le danger d'une disparition imminente de la Monarchie en tant qu'État. Il était donc urgent de le signer tant que l'administration impériale était en mesure de le faire. Une autre raison importante était l'assurance du passage libre des forces armées de l'Entente à travers la Monarchie pour pouvoir mener des opérations militaires contre l'Allemagne.¹⁰ Étant donné que l'armistice de Padoue ne concernait pas la situation propre au sud de la Hongrie, le 13 novembre une convention militaire fut signée à Belgrade, afin d'appliquer cet armistice à la Hongrie. La convention rendit possible l'occupation des points stratégiques de la Hongrie, elle stipulait l'évacuation des troupes hongroises de la Transylvanie, du Banat, de la Bácska, fixant une ligne de démarcation allant de Beszterce, Maros, Szabadka, Baja, Pécs, à Dráva. Les armées française, serbe et roumaines commencèrent l'occupation des territoires au sud et à l'est de la ligne de démarcation tandis que l'armée tchèque entra dans la partie orientale de la Haute-Hongrie. Le 1er décembre 1918 la grande manifestation nationale des Roumains à Gyulafehérvár proclama l'union des Roumains de Transylvanie avec la Roumanie, que le parlement roumain vota du 8 au 9 décembre. Les troupes roumaines réussirent à occuper une grande partie des territoires que l'accord de Bucarest leur avait attribuées, et à Noël elles entrèrent dans Kolozsvár, capitale de la Transylvanie. Étant donné que la convention de Belgrade ne concernait qu'une ligne de démarcation au sud du pays, le gouvernement hongrois refusa à juste titre la pénétration des troupes tchèques en Slovaquie, en y envoyant des forces militaires hongroises. Dans le conflit opposant Prague et Budapest, Edouard Benes, ministre des affaires étrangères tchèque obtint l'appui du gouvernement français. Le 1er décembre, Clemenceau notifia au général Franchet d'Esperey que l'État tchécoslovaque avait le droit d'occuper les territoires habités par les Slovaques.¹¹ Le soutien apporté par la France à ses petites-alliées s'explique par la volonté de créer un

⁹ Cf. ROMSICS 2015, 372.

¹⁰ Cf. ORMOS 1979, 38-39.

¹¹ Cf. ÁDAM – LITVAN – ORMOS 1993, 120-121, cité par ROMSICS 2015, 375.

système d'alliances en Europe de l'Est afin de faire barrage à l'expansion allemande et au bolchévisme russe.

Occupation militaire française en Hongrie

Pour comprendre les raisons de la présence militaire française en Hongrie ainsi que les aspirations politiques de la France en Europe centrale, il faut évoquer la situation militaire sur les fronts de l'Est pendant la première guerre. Le gouvernement français avait déjà décidé en septembre 1915 d'intervenir dans la péninsule balkanique à cause de la mobilisation de la Bulgarie, en envoyant des forces en Macédoine. Début octobre, une partie des troupes françaises du front de Gallipoli débarqua à Salonique, elle était rejointe plus tard par d'autres troupes françaises retirées du front français et évacuées de la presqu'île de Gallipoli. A ces éléments venaient s'ajouter des troupes britanniques, serbes et italiennes, l'ensemble étant nommée d'Armée d'Orient. Conscients de la nécessité d'un commandement unique, les Alliés décidèrent en août 1916 de confier le commandement des troupes alliées de Macédoine au général français, Sarail. Le général Cordonnier fut désigné pour commander les forces françaises. Celles-ci prenaient alors l'appellation d'Armée Française d'Orient. Fin 1917, le général Sarail fut remplacé par le général Guillaumat. Le général Franchet d'Esperey lui succéda au printemps 1918 avec la mission d'engager la bataille sur le front des Balkans. Franchet visait à libérer le plus tôt possible la Serbie, à couper les liaisons entre les puissances centrales et la Turquie et à tendre la main à la Roumanie afin d'aider celle-ci à entrer à nouveau dans la guerre.¹² Le front balkanique s'écroula mi-septembre 1918 après la capitulation bulgare. Les troupes alliées avancèrent rapidement vers le nord, ouvrant la voie vers la Hongrie par la Bosnie Herzégovine. L'Autriche et la Turquie demandèrent l'armistice le 5 octobre sur ce front, alors que sur le front italien on se battait encore. L'armée austro-hongroise s'écroula à la fin d'octobre et l'armistice fut conclu le 3 novembre 1918 à Padoue. Puisque cet armistice ne concernait pas le front balkanique, le 13 novembre une convention militaire fut signée à Belgrade, afin de l'appliquer à la Hongrie. Selon cette convention il fut décidé que les territoires austro-hongrois occupés seraient administrés par les autorités locales sous le contrôle des alliés, tandis que l'administration civile restait un domaine de compétence des autorités hongroises.

¹² La Roumanie est entrée en guerre en août 1916 au côté de l'Entente par la promesse de pouvoir acquérir la Transylvanie, Partium, une partie de la Grande Plaine hongroise jusqu'à la ligne de Debrecen-Szeged ainsi que le Banat. Après sa défaite militaire survenue en mai 1918, l'armistice conclue ne lui a pas rendu possible de conquérir ces territoires L'Entente a voulu faire entrer la Roumanie de nouveau dans la guerre pour l'intégrer dans l'intervention contre la Russie soviétique, maintenant ses promesses territoriales lui offertes auparavant.

Le nouveau gouvernement hongrois issu de la révolution bourgeoise d'octobre 1918 a interprété l'occupation comme l'utilisation de la tendance francophile de la jeune République hongroise. Pour le gouvernement Károlyi il était important que les points stratégiques soient occupés par les troupes françaises et non par d'autres, et que l'administration civile reste du domaine de compétence des autorités locales. Le gouvernement Károlyi avait pour objectif la constitution d'une république démocratique semblable aux régimes de l'Europe de l'Ouest, et il donna sa garantie qu'il ne mènerait pas une politique pro-allemande et revancharde même s'il insistait en principe sur le maintien de l'intégrité territoriale de la Hongrie „historique”. Une propagande de „défense de territoire” fut déployée à partir de la fin de l'année 1918 pour maintenir l'intégrité territoriale. L'objectif de cette propagande était de convaincre l'Entente de la nécessité du maintien des frontières „historiques” de la Hongrie, qui récupérerait le rôle de la Monarchie défunte en Europe centrale et orientale, assurant ainsi l'équilibre en Europe. Pour le gouvernement Károlyi il était important de propager l'image d'un régime démocratique, républicain, pour inspirer de la sympathie des Français quant aux Hongrois. Les arguments de la propagande de défense de territoire nourrirent cependant une antipathie dans la presse française contre la Hongrie.

Le gouvernement hongrois fit des efforts pour trouver un compromis avec les nationalités en leur offrant l'autonomie politique et territoriale. Du 12 et 13 novembre, Oszkár Jászi, ministre hongrois pour les affaires des nationalités mena des négociations avec le Conseil National Roumain afin de reconnaître le pouvoir administratif de celui-ci uniquement dans les districts à majorité roumaine. La proposition envisageant un compromis basé sur l'unité des nationalités hongroise, roumaine, saxonne – conception de la „Suisse de l'Est” – fut refusée par ses partenaires.¹³

L'occupation des points stratégiques de l'ancienne Monarchie avait une importance politique et militaire. La direction militaire française avait l'intention d'utiliser ces lieux pour exercer une pression sur l'Allemagne, même après la conclusion de l'armistice, en raison du danger révolutionnaire né de la désintégration de l'armée allemande, susceptible de créer des conditions favorables à une éventuelle alliance germano-russe. L'occupation avait de l'importance du point de vue de l'extension de la zone opérationnelle militaire vers l'Est, notamment vers la Roumanie et la Russie soviétique. Le gouvernement français avait préparé l'intervention contre la Russie soviétique et il voulait faire entrer la Roumanie dans ces opérations militaires. Une autre raison du maintien de la présence militaire française en Hongrie était que la France pouvait ainsi préparer la paix et servir d'aide dans la résolution de la situation en Europe Centrale en soutenant l'hégémonie politique française dans cette partie de l'Europe. En occupant les points stratégiques hongrois, la France aurait la possibilité de contrôler la résolution du problème transylvain; la diplomatie française supposait qu'avec le rattachement de la Transylvanie à

¹³ Cf. ROMSICS 2015, 374.

la Roumanie des conflits entre minorités pouvaient surgir et que seule la présence française était à même de les réduire. L'occupation française était donc considérée comme la garantie d'une influence française prépondérante en Europe Centrale. Au début novembre 1918, on prépara une étude au Ministère des Affaires Étrangères Français sur l'intérêt politique de l'occupation des territoires de la Monarchie avec la justification d' "enraciner l' influence française" dans cette partie de l'Europe. Selon les auteurs de l'étude il fallait profiter du respect éprouvé par ces peuples pour les traditions révolutionnaires françaises, et pour la France des Droits de l' Homme. En Hongrie il fallait faire valoir l'influence française dans la nouvelle politique républicaine hongroise et profiter du fait que les Hongrois avaient eux même requis l' occupation française.¹⁴

A la fin de novembre 1918 l'occupation française d'une partie de la Hongrie et en premier lieu de Budapest devint impossible pour des raisons militaires et d'alliances. A l'exception des Serbes,¹⁵ principaux bénéficiaires de la convention de Belgrade, tous les alliés étaient mécontents, surtout les Roumains parce que la convention ne leur assurait pas tout le territoire auquel ils prétendaient conformément à l'accord secret conclu en 1916. Les Anglais et les Italiens s'élevèrent aussi contre l'occupation des points stratégiques uniquement par les forces françaises parce qu'ils avaient aussi des intérêts à défendre en Hongrie. En sus des attaques des Alliés la diplomatie française devait faire face à un problème militaire: les forces françaises disponibles - deux divisions - n'étaient pas suffisantes au vu des objectifs à atteindre. Paris suspendit pour cette raison l'exécution du plan d' occupation le 26 novembre et parmi les points stratégiques seuls Szeged, Arad et Temesvár furent occupées par l'armée française (plus tard les troupes roumaines ont succédé aux Français à Arad et à Temesvár).¹⁶ L'occupation annulée, la convention militaire devint une fiction. Pour camoufler sa volte-face politique, la diplomatie française trouva un bouc émissaire en la personne de Mihály Károlyi dont le gouvernement avait l'intention de préserver l'intégrité de la Hongrie historique. Il ne s'alignait pas sur la politique française dans la question transylvanienne en affirmant qu'aucun gouvernement ne pouvait se résigner à la perte de cette région. Le soutien apporté à son régime républicain francophile flancha et le chef de gouvernement devint „le Károlyi perfide” coupable d'avoir donné un faux sens à la convention¹⁷. Son gouvernement sera considéré désormais en ennemi. L'attachement du gouvernement hongrois à l'intégrité territoriale était devenu la preuve pour la presse française que les Hongrois maintenaient toujours leur position dite „chauvine”, présentant ainsi l'image d'une „Hongrie réactionnaire.”

¹⁴ Cf. ORMOS 1979, 38-39.

¹⁵ En août 1915 l'Entente avait déjà promis aux Serbes une grande partie du sud-ouest de la Hongrie

¹⁶ Cf. ORMOS 1979, 40-41

¹⁷ Cf. ORMOS 1979, 58-59

Occupation française de Szeged

L'occupation militaire de Szeged a commencé à la fin décembre 1918 et a duré jusqu'au février 1920. L'importance stratégique de Szeged découlait de sa situation géopolitique, car le pont-route et le pont-rail de la ville constituaient la liaison la plus importante avec la Roumanie, que les Alliés voulaient faire participer à l'intervention contre la Russie soviétique. Jusqu'à la fin du mois de mars 1919 l'occupation était purement militaire, les commandants français ne sont pas intervenus dans les affaires intérieures de la ville. Ce fut la prise du pouvoir du Directoire communiste le 21 mars qui incita les Français à prendre le pouvoir politique à Szeged en obligeant le Directoire à quitter la ville et à réinstaller dans leurs fonctions les dirigeants nommés par le gouvernement démocratique précédent. A partir de la fin du mois de mars, Szeged fut coupée des territoires de la République des Conseils et fit partie de la „zone neutre”, une zone démilitarisée qui servait à assurer les frontières ouest de la Roumanie participant à l'intervention, séparant ainsi les troupes hongroises et roumaines. Les mesures prises par les gouverneurs de ville français en faveur de la restauration de l'état juridique d'avant le 21 mars dans l'administration, dans la juridiction, aussi bien que l'interdiction des nationalisations, l'aide apportée au ravitaillement, à l'approvisionnement en combustible de la ville, servaient à la consolidation du régime démocratique. L'intérêt lié à la consolidation de la situation politique et à la conservation de “la paix sociale” dans la ville était en rapport avec les projets d'intervention militaire à déclencher à partir de ce territoire contre le gouvernement communiste de Budapest. La direction militaire française élaborait plusieurs projets d'intervention militaires pour éviter le danger que l'éventuelle alliance du régime bolchevique russe avec la République des Conseils hongrois représenterait pour la Pologne et la Roumanie. Elle a laissé l'initiative à ses alliées roumaine et serbe ce qui n'a pas rendu nécessaire la participation française directe aux opérations militaires. La direction militaire française autorisa le 16 avril 1919 l'attaque de l'armée roumaine qui avait occupé en 15 jours toute la partie de la Hongrie au-delà de la Tisza. Les regroupements militaires français effectués dans le secteur de Temesvár - Arad - Szeged ont servi à la fois d'assurer la liberté des opérations militaires roumaines et d'empêcher l'entrée des troupes roumaines dans les territoires du Banat destinés aux Serbes. La direction militaire française avait l'intention de donner envie aux Serbes de participer à l'intervention par certaines rectifications des tracés de frontière du sud.¹⁸ Fin avril, les forces armées françaises et serbes occupèrent Makó et Hódmezővásárhely. Les Français ont réussi à atteindre la chute du régime communiste hongrois grâce à

¹⁸ Les dirigeants serbes se sont refusé de participer à l'intervention parce que l'Entente ne leur avait pas permis de compléter l'armée serbe par des unités croates et slovènes pour en former une armée yougoslave. (Voir: ORMOS 1979, 231.)

l'intervention de leurs petites-alliées sans avoir utilisé les forces militaires hongroises anti-révolutionnaires qui s'organisaient à Szeged depuis le mois d'avril. Ils n'ont jamais reconnu officiellement le gouvernement anti-révolutionnaire mais ils ont contribué à l'organisation de son armée et au maintien de son état d'alerte, rendant possible son départ vers Budapest après la chute de la République des Conseils.

Le maintien de l'occupation de la ville après la chute du régime communiste était motivée par le rôle modérateur des Français joué dans les rivalités serbo-roumaines concernant le partage du Banat, et par la participation des troupes dans l'assurance du ravitaillement de la colonie française de Budapest. Étant donné que le Banat devait être partagé entre la Serbie et la Roumanie, les Français ont joué un rôle de conciliateur entre leurs deux alliés. La prolongation de la présence française en Hongrie était importante aussi du point de vue du contrôle de l'acceptation des conditions sévères du traité de paix, des rumeurs se répandant bien avant sa conclusion. La direction militaire a diminué considérablement l'effectif des troupes de cette zone d'occupation en les réorganisant dans le cadre de la Division Territoriale de Szeged créée en octobre 1919.

L'arrivée des troupes françaises à Szeged en décembre 1918 – janvier 1919 n'était pas considérée comme un acte d'hostilité par la population. Elle a donné plutôt une assurance aux habitants de la ville de pouvoir éviter l'occupation serbe ou roumaine (une partie de la ville –Újszeged – était déjà occupée par les troupes serbes depuis la fin du mois de novembre 1918). La population de Szeged a accueilli les Français dans l'espoir que la politique française garantirait la défense des intérêts hongrois à la conférence de la paix. L'intelligentsia témoignait d'un grand respect aux traditions révolutionnaires françaises et a attaché beaucoup d'importance à donner une image réelle des circonstances politiques, sociales et culturelles du pays pour inspirer de la sympathie des Français aux Hongrois. Ses membres publièrent pour cette raison un hebdomadaire en langue française intitulé "La Hongrie Républicaine", pour évoquer les traditions révolutionnaires françaises et hongroises et pour expliquer aux Français les objectifs de la révolution bourgeoise hongroise. Le premier numéro parut le 8 janvier 1919, et plusieurs milliers d'exemplaires ont été vendus aux soldats français et aussi à l'étranger. La Hongrie Républicaine a paru chaque semaine jusqu'au 21 mars (11 numéro au total), jusqu'à ce que les changements politiques ne mettent fin à sa publication. Les auteurs se sont recrutés parmi des intellectuels francophiles de la ville: Gyula Juhász poète, János Dettre préfet de la ville, Sándor Tonelli économiste, ou József Hollós médecin. Le rédacteur en chef en était Dávid Jakab, professeur de lycée. Les articles les plus prestigieux ont été écrits par Gyula Juhász qui aborda l'histoire des relations franco-hongroises, ou bien de l'influence des traditions révolutionnaires françaises sur le républicanisme de Petöfi. Dans le cinquième numéro on pouvait lire une analyse sur l'influence de la culture française exercée sur la poésie d'Endre Ady, mort peu avant la publication de l'article. Le septième numéro a publié le discours de Lamartine

prononcé le 26 février 1848 lors de l'accueil de la délégation hongroise, arrivée à Paris à l'occasion de la proclamation de la République. Dans presque chaque numéro on pouvait lire des poèmes français et les poésies de Petőfi, Ady, Kosztolányi traduites en français par François Coppé, Paul Perl et Théophile Gauthier.¹⁹

L'espoir de ces intellectuels a tourné bientôt en déception quand il est devenu évident que la politique française n'était pas en mesure de garantir l'intégrité territoriale tant espérée du pays, permettant ainsi l'occupation de vastes territoires hongrois aux alliés roumains et serbes, qui prirent prétexte de la convention militaire de Belgrade, celle-ci stipulant l'occupation des territoires sans aucune justification. Les rumeurs venant de la Conférence de la paix sur les nouveaux tracés des frontières ont dissipé les illusions liées à l'influence bénéfique des Français sur l'établissement de frontières ethniquement plus justes. Les relations jusque-là cordiales entre Hongrois et Français sont devenues plus distantes. La censure de presse française – en vigueur dans la ville entre avril 1919 et février 1920 – a prêté une attention particulière à empêcher la parution des articles qui eussent pu contribuer à l'établissement d'une atmosphère anti-française. Ce fut le cas d'un article du 10 janvier 1920 de la Nouvelle Hongrie (Új Magyarország) qui critiquait vivement les membres du Conseil Suprême de la Conférence de Paix, pour le détachement des territoires majoritairement hongrois. Le gouverneur de la ville attira l'attention du préfet de la ville en interdisant la publication, et ce dernier se désolidarisa tout de suite des propos de l'article.

Les gouverneurs de ville français ont beaucoup fait pour améliorer leurs relations avec la population de Szeged. Ils ont organisé des manifestations culturelles, des concerts et des cours de français gratuits, ils ont fait des donations aux associations humanitaires et à la Bibliothèque municipale. La majorité de l'armée d'occupation était constituée de troupes coloniales provenant de l'Afrique du Nord et de Madagascar, dont le défilé spectaculaire du 14 juillet impressionna beaucoup les habitants de la ville.

L'occupation française de Szeged fut considérée comme une chance pour la ville qui a réussi ainsi à éviter le pire, l'occupation roumaine ou serbe. Avec l'aide apportée à l'approvisionnement, les Français ont contribué à l'amélioration des conditions de vie des habitants qui avaient beaucoup souffert pendant la guerre. Même si les gouverneurs de ville français rendaient possible dans certains limites l'organisation des gouvernements contre-révolutionnaires et les préparatifs de la formation d'une „armée nationale” ils ont essayé de borner leurs ambitions extrémistes, en repoussant leurs mesures de représailles.

¹⁹ Cf. VÁG 1956, 17.

Le Traité de Trianon et ses conséquences

La politique de l'Entente a justifié la violation des principes wilsoniens par les petits alliés, qui ont profité de la convention militaire de Belgrade pour occuper de vastes territoires hongrois. Les décisions du Traité de Trianon (juin 1920) ont été beaucoup influencées par la situation militaire modifiée par ces circonstances et aggravées par l'incapacité des vainqueurs à protéger les minorités nationales vivant sur ces territoires. En justifiant les actions de ses petits alliés, l'Entente s'était privée de la possibilité d'imposer à la Roumanie à la Yougoslavie et à la Tchécoslovaquie des tracés de frontières ethniquement plus justes.²⁰ François Fejtő soulève l'hypocrisie du Traité de Trianon, dont les auteurs prétendaient que les décisions avaient été prises en se fondant sur le principe des nationalités, sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les principes auxquels on n'a pas manqué de recourir lorsque l'application favorisait les vainqueurs, en légitimant ainsi l'annexion des territoires majoritairement hongrois.²¹ Les décisions sur les nouvelles frontières de la Hongrie furent le résultat d'un compromis entre les revendications exagérées des petits alliés et de la France et les positions anglaise, américaine et italienne plus modérées vis à vis de la Hongrie. Le chef de la diplomatie française lors des prises de décision sur les frontières définitives fut Stéphane Pichon qui fit preuve de dureté à l'égard de la Hongrie tout en favorisant les futurs alliés de la France. Cette conception qui était différente des principes démocratiques déclarés par la conférence de la paix correspondait à la politique intransigente représentée par Raymond Poincaré.

Le traité de paix fut signé avec la Hongrie dans le château de Grand-Trianon le 4 juin 1920, il réduisit le pays à 32 % du territoire de l'ancienne Hongrie historique et à 41 % de la population, plus de 3 millions de Hongrois devinrent malgré eux citoyens des nouveaux États nés sur les ruines de la Monarchie austro-hongroise. La Roumanie reçut presque 2 million d'habitants hongrois, le royaume des Serbes-Croates-Slovènes un demi-million et la Tchécoslovaquie un demi-million de Magyars. Au Burgenland rattaché à l'Autriche on organisa un plébiscite dans la région de Sopron en décembre 1921, qui rattacha la ville à la Hongrie. A la différence de ses voisins la Hongrie devint un État-nation presque homogène.

Le Quai d'Orsay se rendit compte des effets dangereux des traités de paix bien avant leur signature et ratification. Au début de 1920, Millerand - devenu président de conseil et ministre des affaires étrangères - essaya de rectifier la politique française vis-à-vis de l'Europe centrale. Il jugeait insuffisante une politique basée exclusivement sur le soutien des nouveaux États nationaux qui prétendaient devenir des États-nations homogènes. Il considérait que l'Europe centrale balkanisée ne constituait pas un contrepoint solide contre l'Allemagne et la Russie soviétique. L'objectif de la diplomatie française était de réconcilier

²⁰ Cf. FEJTŐ 1988, 434.

²¹ Cf. FEJTŐ 1988, 368.

les pays successeurs de l'ancienne Monarchie avec la création d' une intégration économique, une union douanière, voire confédérale. Pour réaliser cette coopération danubienne basée sur la Hongrie et sur les relations positives entre Budapest et Varsovie, le Quai d'Orsay pensait même satisfaire certaines revendications de révision territoriale.²² Dès que Edouard Benes, ministre des affaires étrangères tchécoslovaque eut vent de ces projets il intensifia ses efforts de réalisation de l'entente tchéco-roumano-yougoslave pour empêcher l'inclusion de la Hongrie dans la zone d'influence française et pour faire obstacle à la tentative de la Hongrie d'obtenir des révisions territoriales. Paris n'a pas réussi à empêcher la création de la Petite Entente et la France est devenue la protectrice de la collaboration de ces pays jusqu'à la conférence de Munich de 1938.

Annexe

Principaux éléments de biographie des gouverneurs de la ville de Szeged et des chefs militaires en service commandés dans la région: ²³

Franchet d'Espérey (Louis Félix Marie) général en chef de l'Armée Alliée d'Orient (1856 - 1942)

De Lobit (Paul Jean Hector) général en chef de l'Armée de Hongrie (1860 - 1936)

Charpy (Charles Antoine) général, chef de la Division d'infanterie française no. 76. (1869 - 1941)

Béatrix (Jean Joseph Colin Lucien Alfred) colonel, gouverneur de la ville de Szeged entre le 23 mars et le 15 juin 1919 (16 juin 1867 Annecy - 24 juillet 1939 Nice)

De Gondrecourt (Henri Léopold Marie René) général, gouverneur de la ville de Szeged entre le 15 juin et le 4 juillet 1919 (1867 Saint-Dié - 29 octobre 1956)

Fournié (Jean Baptiste) lieutenant-colonel, gouverneur de la ville de Szeged entre le 4 juillet et le 26 juillet 1919 (1864 - 1927)

Rondenay (Louis Amédé) lieutenant-colonel, gouverneur de la ville de Szeged entre le 26 juillet et le 12 août 1919 (1868 - 1919)

De Tournadre (Charles Louis Joseph) général, gouverneur de la ville de Szeged entre le 12 août 1919 et le 1er mars 1920 (1860-1930)

²² Cf. ROMSICS 2000, 28.

²³ Cf. PALÁSTI 1969, 10.

Bibliographie

- ÁDAM, M. – LITVAN, GY. – ORMOS, M. (red.) (1993): *Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpathes 1918-1932, Vol I.*, Akadémiai Kiadó, Budapest.
- FEJTO, F. (1988): *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, Paris.
- ORMOS, M. (1979): La convention militaire de Belgrade, *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungariae* 25, (Separatum) 27-60.
- MOLNAR, M. (2004): *Histoire de la Hongrie*, Éditions Perrin, Paris.
- PALASTI, L. (1969): Szegedi kutatások Nyugat-Európában, *Somogyi - könyvtári híradó* 1969/2. 10.
- PRIGENT, M. A. (2000): *Parcours historique: le XXe siècle hongrois*, La Hongrie au XXe siècle: Regards sur une civilisation, L'Harmattan, Paris.
- ROMSICS, I. (2000): A trianoni békeszerződés (2) *Népszabadság* 27/05/2000, 28.
- ROMSICS, I. (2015): La Hongrie et la question nationale en 1918-1919, in Gálffy, L. et Sáringer, J. (red.), *Fehér lovag*, Szeged, 371-380.
- VAG, S. (1956): A La Hongrie républicaine és Juhász Gyula, *Irodalomtörténeti Dolgozatok* 5., Szeged, 356-364.